|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
| UN-Habitat_English_blu |

 | C:\Documents and Settings\amar.bokhari\Local Settings\Temporary Internet Files\Content.Word\UNDG logo solo.jpg |  |

**FONDS DE RECONSTRUCTION D’HAITI**

**PROGRAMME D’APPUI A LA RECONSTRUCTION DU LOGEMENT ET DES QUARTIERS**

**RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR**

**L’ETAT D’AVANCEMENT DU PROGRAMME[[1]](#footnote-1)**

**pERIODe du rapport: 1 janvier – 31 Decembre 2014**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Titre du Programme & Référence du projet |  | Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme |
| * Programme d’appui à la reconstruction du logement et des quartiers
* Réf. du Programme:
* Numéro de référence du Projet/MPTF Office:

00079654 | *(le cas échéant)**Pays/Localité : Haïti, Artibonite (Saint-Marc), Nord (Cap-Haïtien), Ouest (Port-au-Prince), Sud (Les Cayes), Sud-Est (Jacmel)* |
| *Secteur/Thème(s) : Logement*  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Organisations participantes |  | Partenaires de mise en œuvre |
| * OIM, ONU-Habitat, PNUD, UNFPA
 | * MPCE, MICT, MTPTC, CNIGS, IHSI
 |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Budget du Programme (US$) |  | Durée du Programme (mois) |
| **Contribution du Fonds:** US$ 24,67M* OIM : US$ 12,585,330
* ONU-Habitat : US$ 10, 266,140
* PNUD : US$ 1,486,230
* UNFPA : US$ 85,600

Contribution de(s) agence(s):* PNUD : US$ 400,000

Contribution du Gouvernement: * MPCE : US$ 5, 871,000

**Autres Contributions [donateur(s)]:*** *(le cas échéant)*

TOTAL: US$ 30,941,000 |  | Durée totale (mois): 36 mois Date de démarrage : 01.08.2011Date de clôture: 30.04.2015*(ou date révisée, le cas échéant):*Date de clôture opérationnelle:Date prévisionnelle de clôture financière :  |
|  |
|  |
|  |
|  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Evaluation du Programme |  | Soumis par: |
| Evaluation – *(à joindre le cas échéant)*  Oui X Non Date : dd.mm.yyyy)Evaluation à mi-parcours *– (à joindre le cas échéant)*X Oui Non Date: \_ (10-12-2014): | * Nom: Sergio Blanco
* Titre: Coordonnateur du Programme
* Org. participante (“Lead Agency”): ONU-Habitat
* Adresse e-mail: sergio.blanco@onuhabitat.org
 |

RAPPORT NARRATIF

# Résumé

Après une première phase du Programme orientée vers le renforcement des capacités des institutions publiques partenaires et le développement des produits, outils et dispositifs de ses quatre composantes, l’année 2014 s‘est plutôt focalisé sur leur opérationnalisation et la création des articulations nécessaires entre eux afin de composer une réponse effective et interinstitutionnelle aux besoins de la reconstruction et, dans le nouveau contexte de transition vers le développement, de la gestion urbaine et territoriale.

Dans le cadre de la composante 2, et suite au travail de développement de la plateforme SILQ et d’intégration de données produits par la composante 1 entrepris pendant l’année précèdent, 2014 a démarré avec sa présentation publique le 21 janvier. Après ce travail plutôt en interne, c’était le moment de tester sa capacité de répondre aux besoins d’information des opérateurs de la reconstruction pour leurs interventions, d’ailleurs de plus en plus orientées vers l’aménagement urbain. A cet effet, toute un série de rencontres avec les principaux acteurs (institutions publiques, bailleurs de fonds, ONG internationales, etc.) ont été organisées afin de présenter l’outil et ses fonctionnalités ainsi que de les incorporer dans un réseau d’utilisateurs et faciliter l’intégration des informations qu’ils produisent dans la base de données de la plateforme. Ceci a été accompagné des activités visant la recueille d’informations complémentaires a celles obtenus de la composante 1.

Une importante collaboration a été établie avec l’Unité de Construction de Logement et des Bâtiments Publics (UCLBP), en tant qu’institution étatique responsable de la coordination de la reconstruction et du secteur du logement et l´habitat, afin qu’elle puisse se servir du SILQ pour la gestion de l’information dans ses domaines de compétence et articuler la relation entre le SILQ et les acteurs du secteur.

D’autre part, le CNIGS, en collaboration avec le MICT et la commune de Pétion-Ville, a entrepris la mise en place d’un Système d’Information Communal pilote sur la base du SILQ. Un premier module du système orienté vers la gestion de l’assiette fiscal de la commune a été créé en combinaison avec l’installation d’un logiciel de gestion financière des taxes et le déploiement d’une campagne de mobilisation fiscale dans le cadre de la composante 3 du Programme.

Au même temps, 2014 a été l’année de la consolidation des dispositifs d’appui au sein du Ministère de l’Intérieur et de Collectivités Territoriales (MICT) et de communes participantes au Programme prévus dans sa composante 3. La Cellule de Suivi, Evaluation et Communication est maintenant complément intégrée dans la structure du MICT et, en plus de contribuer à l’opérationnalisation des activités de la composante, prête un appui transversal a ses différentes directions, particulièrement à la Direction de Collectivités Territoriales, sous la tutelle de la Direction Générale.

Les Agences Techniques Locales, pour leur part, ont continué leur travail d’appui à la maitrise d’ouvrage communal. En plus de leur contribution à différents projets au sein de leurs communes, souvent en collaboration avec des partenaires internationaux, elles ont entamé, suite aux diagnostics territoriaux présentés en décembre 2013, l’élaboration des Plan Communaux de Développement respectifs. Cette action est pilotée par le MICT, qui coordonne l’appui technique fournie aux communes, en collaboration avec le Ministère de Planification et de la Coopération Externe (MPCE), partenaire du programme à travers sa composante 4 et promoteur de cet outil de planification.

Le Centre de Ressources Communautaires de la commune de Delmas a été finalement opérationnalisé en fin du premier semestre de 2014, totalisant onze CRC. Les CRC ont mené un travail de dynamisation des plateformes communautaires dans les différents quartiers de leurs communes et se sont positionnés comme le canal de communication avec leurs communautés privilégié au sein de mairies.

Les produits de planification urbaine de la composante 4 ont pu être finalement mis à disposition des communes à la fin de l’année 2014 et des présentations publiques ont pu être organisées dans douze des dix-huit villes touchés. L’appui au MPCE a été poursuivi et deux nouvelles études sur les outils de planification ont été réalisées à son profit. Les études de microzonage sismique ont été réalisées pour l’agglomération de Port-au-Prince et attendent un atelier de présentation.

Afin de pouvoir réaliser tout ce travail et rattraper les retards accumulés lors de la phase de démarrage et développement des outils proposés par chacune de ses composantes, une demande d’extension de la durée de sa période d’exécution de neuf mois a été introduite auprès du Comité de Pilotage du FRH qui l’a approuvé en date du 11 juillet 2014.

# Objectifs

Le Programme d’appui a pour objectif de fournir au gouvernement, à l’entité gouvernementale en charge de la reconstruction et aux partenaires d’appui techniques et financiers les outils de base d’aide à la décision et de coordination pour la reconstruction du logement et des quartiers, et notamment :

Fournir des données de base sur les quartiers, les bâtiments, les ménages, le statut d’occupation des logements, ainsi que sur les services sociaux de base et les infrastructures communautaires. ***(composante 1)***

Développer un système d'information géographique sur le logement et les quartiers, comme outil d’information et d’aide à la décision pour le programme de reconstruction et permettant la définition, la mise en œuvre et le suivi des programmes de développement urbains. ***(composante 2)***

* Doter le Ministère de l’Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT) de moyens humains, techniques et financiers pour assurer un appui aux communes. Renforcer les capacités des communes pour coordonner, superviser, communiquer, et assurer le contrôle de qualité et le suivi des programmes de reconstruction dans leurs territoires respectifs. Créer au sein des communautés des lieux de formation et d’information et appuyer les communautés dans les projets de retour, reconstruction et relogement. ***(composante 3)***
* Renforcer les capacités du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) pour orienter, diriger et coordonner la préparation des plans stratégiques de développement régional et urbain et les stratégies de reconstruction y relatives ; et mobiliser et coordonner les acteurs locaux pour l'exécution de projets urbains stratégiques et mieux assurer la gestion du cadre bâti urbain. ***(composante 4)***

**Principaux résultats attendus :**

* Le dénombrement sera réalisé et publié sur la base d’une cartographie des zones affectées actualisée. Les données sur l’emplacement de services de bases et d’infrastructure communautaire sont mises à disposition des partenaires. L’IHSI bénéficiera de l’amélioration du recensement cartographique par une mise à jour de près de 3,300 des 12,000 Sections d’Enumération (SDE). Un centre de traitement et de capitalisation y sera mis en place ainsi que des mécanismes d’alimentation du système d’information de la reconstruction des logements et des quartiers. ***(composante 1)***
* Un système d'information géographique sur le logement et les quartiers en Haïti sera développé à travers l’établissement d’un réseau d’utilisateurs et de producteurs de données géographiques, le renforcement des capacités des usagers et la mise en place d’une plateforme accessible à tous. ***(composante 2)***
* Le MICT disposera des capacités renforcées de suivi, évaluation et communication sur ses activités d’appui aux collectivités territoriales sur la reconstruction et la planification du développement local. Les territoires disposeront d’agences techniques locales à l’échelle intercommunale ou communale et de centres de ressources communautaires au niveau des quartiers pour faciliter la planification, la coordination et l’information sur la reconstruction, le retour et le développement local. Les collectivités, à travers les agences techniques locales (ATL), disposeront d’un personnel formé pour appuyer techniquement la coordination de la reconstruction et faciliter les démarches de montage de projets techniques. ***(composante 3)***
* Les territoires sinistrés par le séisme et les pôles de développement secondaires disposeront de plans stratégiques et de plans d’aménagement et d’urbanisme, cohérents avec le développement durable incluant la gestion des risques sismiques, et formulés avec la participation des acteurs concernés. Le MPCE disposera de capacités renforcées de conception / élaboration, coordination et de suivi de la planification et de la mise en œuvre des plans et projets en privilégiant une démarche de planification stratégique (communication / participation). Les communes sinistrées et des pôles de développement disposeront de capacités pour participer à la planification régionale, préparer les plans communaux, coordonner les projets d’aménagement sur leur territoire et coordonner les plans communautaires de quartier ainsi que pour la mise en œuvre de plans et projets, la mise en application de la réglementation sur l’urbanisme et l’utilisation d’outils de gestion du développement urbain. Le MTPTC disposera de capacités renforcées en matière d’urbanisme opérationnel. ***(composante 4)***

**Lien entre le Programme et le Cadre de planification stratégique de l’ONU**

L’ensemble des composantes contribuent au Cadre Stratégique Intégré des Nations Unies pour les années 2013-2016 qui tend à « Renforcer le leadership et les capacités du Gouvernement, des autorités locales et des communautés pour planifier et gérer les territoires et les ressources en vue de réduire les risques et d’améliorer les conditions de vie en milieu rural et urbain ». Le Programme contribue notamment aux résultats attendus dans le cadre de la refondation territoriale et de la refondation institutionnelle.

# Résultats

1. **Rapport descriptif des résultats**:

**Composante 1**

La composante 1 a pris fin le 31 décembre 2013.

**Composante 2**

**Résultats**

**Plateforme SILQ conçue et opérationnelle:** La composante 2 a procédé à la mise en ligne et au lancement de la Plateforme SILQ en janvier 2014.La plateforme SILQ qui a fait l’objet d’une refonte complète par rapport à sa version initiale a été conçue de manière à être plus ergonomique, a pouvoir s’afficher sur des tablettes et des smartphones et surtout de manière à intégrer l’ensemble des résultats des quatre composantes du Programme. En effet sous sa forme actuelle la plateforme SILQ se subdivise en cinq grandes composantes :

* Un site web : qui informe l’utilisateur en particulier sur la composante 2, ses objectifs, ses acteurs et ses résultats mais en général sur l’ensemble du programme et ses composantes. Ce site d’information constitue également l’interface avec le réseau des utilisateurs et producteurs du SILQ qui, à travers un formulaire d’inscription en ligne, peuvent effectuer leurs demandes de partage de données issues des thématiques du SILQ et qui, après validation de l’UCLBP / CNIGS, pourront faire partie de la base de données des utilisateurs et avoir accès à l’ensemble des informations produites
* Un Geoportail qui permet à l’utilisateur de visualiser et d’interroger une carte numérique interactive de l’ensemble des données produites par les composantes 1 et 2 et par les membres du réseau.
* Un module de rapport et de statistiques globales par commune et par quartier qui permet à tout utilisateur de la plateforme d’accéder aux fiches commune et quartier de la zone pilote du SILQ.
* Un module « réseau social » qui permet de rendre la plateforme visible sur les réseaux sociaux (twitter, facebook, etc.) et donner la possibilité aux membres du réseau des utilisateurs et des producteurs de données du SILQ d’avoir accès à un web forum à travers duquel ils peuvent uploader des articles traitant de sujets se rapportant aux thématiques du SILQ et également poster des commentaires sur les articles envoyés par d’autres membres.
* Enfin, dans le souci de pouvoir assurer la continuité et la pérennisation .dans l’alimentation de la base de données du SILQ, surtout pour ce qui concerne la thématique « infrastructures communautaires et services de base » une application de gestion des enquêtes de terrain (collecte de données) a été ajoutée à la plateforme SILQ, permettant ainsi aux producteurs de données d’avoir accès via des tablettes, dans le cadre de leurs enquêtes au questionnaire numérique en ligne sur les infrastructures et l’usage du bâti.

**Renforcement des capacités du CNIGS :** Ce résultat de la composante 2 concerne deux ressources principales au sein du CNIGS

* Le renforcement des capacités du personnel technique du CNIGS : Toujours dans l’objectif de doter le CNIGS d’un personnel technique bien formé et en mesure de s’approprier complètement et de pouvoir administrer la plateforme SILQ ainsi que de développer des nouveaux modules répondants aux besoins des utilisateurs, une formation s’est tenue en novembre 2014 dans les locaux de Savoir-faire Linux au Canada et portait sur les modules suivants :
	+ Configuration, Administration et déploiement d’un serveur RedHat Linux (environnement utilisé par la plateforme SILQ)
	+ Technique de Programmation en JavaScript pour la programmation en webmapping.

* L’acquisition du matériel technique est le second volet du processus de renforcement des capacités du CNIGS. En effet le CNIGS dans le cadre de la composante 2 a procédé à l’acquisition d’un drone photogrammetrique et des équipements de collecte de données tels que les tablettes et les GPS.

**Réseau d’utilisateurs et de producteurs de données géographiques :** Le 21 janvier 2014 a été la date de lancement du SILQ au grand public, évènement qui a permis de présenter la première version de la plateforme aux partenaires du PARLQ mais également aux ONG, au secteur privé et aux représentants des ministères telles que le MPCE et le MICT. Cette journée de lancement a donné lieu à toute une série d’ateliers techniques de formation et information sur la plateforme et son contenu à grande échelle. Il s’agissait des lors d’identifier, à travers des sessions de présentation du SILQ, les producteurs et les utilisateurs de données afin de les intégrer dans un réseau.

L’une des sessions de présentations et d’information les plus importantes s’est effectuée à l’égard de la Cellule de programmation, suivi, évaluation et apprentissage de l’UCLBP, afin que cette dernière, en tant que institution publique en charge du secteur du logement, soit en mesure de porter et de continuer ces actions de communication sur la plateforme, de lui faire parvenir les besoins d’informations des acteurs du secteur et de les animer a intégrer le réseau d’utilisateurs. Des actions similaires ont été menées avec la Croix-Rouge Américaine, Goal, Habitat for Humanity, CHF International, Build Change, Architecture for Humanity, Oxfam qui ont pour la plus part déjà bénéficié des données provenant du SILQ. Le planning prévoit de toucher une masse plus importante d’utilisateurs avec l’interface d’enregistrement de la nouvelle plateforme.

Enfin une formation portant sur les techniques de collecte de données avec l’usage du GPS et sur l’utilisation de la plateforme a été menée à l’égard des membres des Agences Techniques Locales (ATL) et des Centres de Ressources Communautaires (CRC). Cette formation s’inscrit dans le cadre des articulations inter-composantes du PARLQ (composantes 2 et 3) mais également dans le processus de recrutement de producteurs de données.

**Compilation et mise à disposition de données et services d'appui aux agences et partenaires de la reconstruction :** Le CNIGS a poursuivi ses efforts pour fournir des informations georéférenciées actualisées à l’ensemble de partenaires de la reconstruction et pour devenir le point focal pour la centralisation des bases des données cartographiques produites dans le pays.

**Production, compilation et mise à disposition de données et services d'appui aux agences et partenaires de la reconstruction :** La composante 2 continue à œuvrer pour être en mesure de mettre à disposition des acteurs les informations nécessaires pour les projets de reconstruction et réhabilitation des quartiers ainsi que de planification urbaine. En effet, la composante 2 a permis tout au long de l’année d’achever, à l’issue des missions de terrain, toute la couche géométrique de délimitation des quartiers des dix communes pilotes du SILQ (Gressier, Leogane, Jacmel, Croix-des-Bouquets, Delmas, Port-au-Prince, Tabarre, Carrefour, Cité-Soleil et Petion-Ville). Parallèlement a la production de cette couche, la composante 2 a procédé à la mise à jour des informations de la composante 1 sur le bâtis et les infrastructures communautaires à la demande des agences gouvernementales telles que l’UCLBP et des ONG internationales notamment pour les communes de Croix-des-Bouquets (particulièrement sur la zone de Canaan, Jérusalem et ONA-Ville), Port-au-Prince, Gressier, Leogane et Jacmel.

Enfin, la composante 2 a effectué le recensement des propriétés bâties pour accroitre l’assiette fiscale de la mairie de Pétion-Ville au titre de la patente et de la contribution financière des propriétés bâties (CFPB) en appui à la composante 3 du PARLQ dans le cadre de la mise en place de la phase pilote du Système d’Information Communal (SIC) .

**Produits**

Plusieurs produits dans le cadre du projet SILQ ont été livrés en 2014:

* + - Le SILQ a été mis en ligne et intègre un site web, un geoportail qui permet de visualiser l’ensemble des données de la composante 1 et des données mises à jour ou collectées par la composante 2 tout au long de l’année et celles partagées par les membres du réseau. La plateforme intègre les fiches commune et quartier donnant des statistiques par zone géographique. Enfin elle intègre un module dédié à l’enregistrement des membres du réseau via un formulaire en ligne, et un web forum.
		- La couche géométrique de la délimitation des quartiers des dix communes du SILQ et la base de données sur les infrastructures.
		- Capacités du personnel technique du CNIGS renforcées en administration sous RedHat (Linux) environnement technologique de a plateforme, et en programmation avancée en Javascript langage de programmation utilisé en webmapping et notamment pour la conception du Geoportail.
		- Capacités des usagers de la plateforme SILQ a l’utilisation de la plateforme SILQ en ligne renforcées. Les membres des ATL et des CRC ont en plus été formes sur les techniques de collecte des données avec usage du GPS.
		- Acquisition des logiciels cartographiques et du matériel de collecte de données tels que les GPS, les tablettes et le drone.

**Retards, défis, leçons apprises et meilleures pratiques**

Au cours du premier semestre de 2014 on a pu enregistrer un retard dans la mise en œuvre effective des activités de la composante 2 lié à l’ajustement à certaines clauses de l’amendement de l’accord de partenariat entre le CNIGS et ONU-HABITAT et qui a créé des difficultés dans la disponibilité des fonds. Une demande d’extension de la durée d’exécution des activités de la composante a été décidée par son Comité de Coordination lors de sa réunion du 7 avril 2014, et transmise au Comité de Pilotage du Programme.

A la fin 2014, la composante 2 a réussi à produire l’ensemble des produits attendus et, de plus, elle a su relever le défi de l’adaptabilité au contexte général de transition de l’urgence vers la planification des besoins de l’habitat et du logement à long terme. A ce titre les utilisateurs de données émettent constamment le besoin d’avoir des données actualisées et surtout que les données sur les bâtis puissent faire l’objet d’une nouvelle catégorisation par rapport à celle proposée par la composante 1.

Un constat général est fait à partir de l’analyse de la base de données des acteurs de la reconstruction, selon lequel, il existe beaucoup plus d’utilisateurs de données que de producteurs réels compte tenu du fait que les programmes et projets de développement mis en œuvre par des ONG, ou d’autres agences d’exécution locales ou internationales, n’intègrent pas systématiquement dans leur volet « suivi et évaluation » une dimension geospatiale de l’information.

Le principal défi à relever est de faire connaitre suffisamment la plateforme en ligne pour qu’elle devienne l’outil de référence pour le plus grand nombre d’acteurs de la reconstruction possible, évitant ainsi la multiplicité d’applications et des sources d’information.

Autre défi est la pérennisation du SILQ âpres le Programme. En effet le contexte actuel s’inscrit de plus en plus vers une dynamique de développement durable et l’outil doit pouvoir s’adapter en intégrant des nouvelles dimensions comme celles relatives au suivi et l’évaluation de la politique nationale du logement et l’habitat, la planification urbaine et territoriale ou la gestion communal.

Les articulations entamées avec d’autres partenaires du Programme, notamment l’UCLBP et les communes, ont permis, en opérationnalisant la gestion de l’information, de montrer la vraie valeur du SILQ et œuvrent des pistes de collaboration au-delà des atteintes du Programme.

**Composante 3**

**Résultats**

**Renforcement des capacités du MICT:** La Cellule de suivi, évaluation et communication (CSEC) montée au dernier trimestre de l’année 2012 est fonctionnelle avec les trois profils couverts et opérationnels. La CSEC fournit un appui technique adéquat et constitue le lien avec les municipalités.

Il sied de signaler qu’une révision budgétaire a été réalisée en fin 2014 augmentant le budget du MICT de 20 millions de gourdes qui vont financer la finalisation de l’élaboration des Plans Communaux de Développement des dix communes participantes au travers du recrutement de firmes expertes dans le domaine.

Pour l’ensemble des activités en appui à l’opérationnalisation des ATL et des CRC, l’ONU-Habitat et l’OIM ont travaillé étroitement avec les différents départements du MICT. Un programme de formation destiné aux ATL et à la CSEC a été élaboré et mis en œuvre de concert avec la Sous-direction de la Formation tout comme un appui technique a été aussi donné à l’Unité de Règlementation et de Contrôle (URC).

Un appui technique a été fourni pour l’organisation de la Sous-Direction en charge de la Formation et la Gestion du personnel des collectivités territoriales (SDFGPCT).

**Renforcement des capacités des collectivités territoriales :** Un accompagnement au quotidien pour la réalisation des activités du projet aux municipalités concernées est fourni en collaboration avec le MICT.

* Tout un travail d’accompagnement et de formation sur le tas des équipes ATL a été fourni avec l’appui de la CSEC pour la réalisation de processus participatifs de concertation et validation du diagnostic territorial de chaque commune élaboré en 2013.
* Onze sessions de formation au totale organisées partant de la session générale sur la gouvernance locale et le fonctionnement des communes a des thématiques spécifiques par profil organisées pour les cadres des ATL et CRC.
* Plusieurs sessions d’information, avec la participation du MICT représentée par la CSEC, ont été organisées à l’ intention des agents intérimaires municipaux nommées au cours de l’année. Il s’agit des communes de Tabarre, Croix-des-Bouquets et Carrefour.
* Tout un travail d’accompagnement et appui administratif a été livré durant toute la période du projet mais spécialement en 2014 pour l’exercice de révision budgétaire nécessaire pour l’extension de la période d’exécution et le financement de l’appui technique pour la réalisation des PCD.
* Avec la Commission National de Passation de Marchés Publics, un processus d’adjudication a été organisé pendant plus de 5 mois pour recruter les firmes expertes en élaboration de PCD. Le processus a abouti au recrutement de trois firmes qui vont appuyer les communes.

**Mise en place de dix Agences Techniques Locales (ATL) et de douze Centres de Ressources Communautaires (CRC) :**

**ATL :**

* Un total de 60 profils ont été couverts pour les 10 ATL dans les 10 communes du Programme. La plupart des agences techniques locales sont installées dans les locaux abritant les bureaux municipaux, certains autres sont installées dans les mêmes locaux des Centres de Ressources Communautaires facilitant la proximité d’équipe et d’action.
* Plus de 80% de fonds ont été servis aux communes selon les accords de coopération.
* Tous les véhicules et le matériel informatique ont été transférés aux institutions partenaires y compris la Commune de Delmas dont les équipes ont été installées vers la fin de l’année 2014.

**CRC :**

Onze CRC ont été construits des douze prévus dans le Programme avec les bâtiments préfabriqués donnés par la MINUSTAH via le MICT. Les CRC opérationnels à cette date sont ceux des communes de Tabarre, Carrefour, Cité-Soleil, Croix-des-Bouquets, Pétion-Ville, Port-au-Prince, Léogane, Miragoane, Saint-Marc, Jacmel et Delmas. Trente-huit agents opèrent dans les CRC depuis le début de l’année, a l’exception de Delmas dont le centre a été opérationnalisé en fin du premier semestre 2014.

L’OIM a également supportée les municipalités dans le processus de compréhension du Programme et à la coordination des actions au sein des communautés. Des plans d’actions ont été développés pour rendre applicables les termes de référence des CRC liés aux activités du Programme.

* Une feuille de route a été développée avec les agents communautaires et les plateformes afin de déterminer leurs fonctions.
* Des outils de communication ont été mis à disposition des CRC ainsi que des éléments didactiques pouvant illustrer les bonnes méthodes de construction.
* Des formations en mobilisation social et en techniques d’animation ont été menées au sein des CRC depuis le mois de décembre 2013.
* Les CRC sont utilisés comme espace de rencontre et de concertation par les communautés.
* Les CRC sont sollicités pour des rencontres entre les organisations non gouvernementales et les populations affectés.

**Produits**

Capacités renforcées du MICT dans le cadre de son mandat d’appui aux collectivités territoriales sur le plan technique et financier :

* Coordination technique ATL/CRC, en appui à la Direction des Collectivités Territoriales (DCT), en place et hébergée au niveau du MICT ;
* Cellule de suivi, communication et évaluation établie sous la Direction Générale du MICT administrativement avec un rôle transversal et sous la direction technique de la DCT;
* Cartographie des partenaires du MICT à travers le pays sur demande de la DCT;
* Cartographie des communes à risque d’inondation pour la direction de la protection civile ;
* Fiches techniques de chaque commune y compris celles en dehors du programme ;
* Pool interministériel d’appui au processus d’élaboration des Plans Communaux de Développement dans les communes du Programme ;
* Appui et évaluation du projet pilote de la mobilisation fiscale dans les communes de Pétion Ville et Miragoane ;
* Document de plaidoyer pour la mise en place d’un service statistique dans la Direction de Planification du MICT ;
* Proposition d’une première ébauche du document de cadrage de l’observatoire des collectivités territoriales ;
* Système d’Information Communale pilote pour les communes du Programme attaché au projet de mobilisation fiscale pour les communes de Pétion-Ville et Miragoane ;
* Réalisations des émissions radio avec la MINUSTAH FM pour la vulgarisation du processus d’élaboration des Plans Communaux de Développement
* Livraisons total du matériel au profit des communes notamment 12 véhicules, 40 ordinateurs et 20 imprimantes;

Capacités renforcées des municipalités avec la mise en place de 10 Agences Techniques Locales en appui à la coordination de la reconstruction et la gestion des territoires.

* Dix ATL en place avec 60 cadres techniques recrutés suivant les métiers municipaux suivants : urbaniste, juriste, spécialiste en mobilisation sociale, programmiste, ingénieur VRD, géomaticien, assistant administratif, chauffeur-messager.
* Jusqu’à date, onze sessions de formation partant des thématiques de base sur la gouvernance locale et l’organisation, le fonctionnement et les ressources des communes aux thématiques spécifiques aux différents profils destinées à l’ensemble des cadres des ATL.
* Un total de deux sessions de formation sur les techniques de cartographie destinée aux Géomaticiens et urbanistes des ATL et organisée par le CNIGS en collaboration avec la composante 2 du Programme.
* Processus de l’élaboration des Plans Communaux de Développement en cours. Dix diagnostics territoriaux des dix communes réalisés par les ATL. Dix comités communaux en charge de l’élaboration des Plans Communaux de Développement installés.
* Construction d’un marché public dans la Section Communale de Malanga après évaluation réalisée par l’ATL de Carrefour sur demande l’administration municipale ;
* Réalisation d’un diagnostic technique territorial du quartier Mayard dans la ville de Jacmel avec l’appui de l’Association Catalane des Universités Publiques (ACUP) ayant abouti la construction d’une place publique dans ledit quartier ;
* Appui à l’élaboration d’un projet intercommunal sur la gestion du bassin versant autour du lac Azuei par l’ATL de la Croix-des-Bouquets en appui l’organisation internationale OXFAM Italia.
* Trois bureaux construits dans le cadre du projet : voir bureaux municipaux de Cite Soleil, Miragoane et de Carrefour

Capacités renforcées des municipalités avec la mise en place de onze Centres de Ressources Communautaires

* Onze CRC en place et équipés avec 38 agents de communication en fonction ;
* Outils de communication développé et disséminés (Journal Chimen Lakay, dépliants de CRC, etc.) pour faire connaitre les CRC ainsi que des spots radiophoniques ;
* Onze plateformes communales composées de 17 membres dont les représentants des plateformes quartiers et les membres des administrations municipales ;
* Deux projets pilotes de mobilisation fiscale dans les communes de Pétion Ville et Miragoane en cours ;
* Soixante-dix-sept tricycles octroyés aux communes dans le cadre de projets communautaires d’évacuation des déchets ménagers.

**Retards, défis, leçons apprises et meilleures pratiques**

Le changement des cartels municipaux au courant de trois années du programme a considérablement handicapé la réalisation des activités, a difficulté l’appropriation du projet et la pérennisation des acquis du projet. Le support apporté par le MICT et l’élan d’activité du Programme ont cependant permit de garder la continuité du travail des ATL et des CRC.

L’accumulation des retards dans la mise en place des activités constitue en défi majeur pour l’atteinte des résultats prévus. De la même manière, une faible capacité d’absorption de fonds alloues aux communes bénéficiaires pour l’implémentation du projet a été constatée. A cet effet, une demande d’extension de la durée de la période d’exécution des activités de la composante a été conclue lors de son Comité de Coordination du 21 mars 2014 et transmise au Comité de Pilotage du Programme.

Cependant, l’appui direct fourni aux communes à travers la mise à leur disposition des ressources a continué à montrer son potentiel pour renforcer leur appropriation des objectifs du Programme.

L’articulation des différents niveaux d’intervention de la composante (communautaire, local et central), l’intégration des nouvelles structures au sein des institutions réceptrices et l’articulation avec les activités des autres composantes, qui représentaient des défis dans les premières phases du programme ont pu être progressivement surmontées dans la plus part de cas. La collaboration entre la CSEC, les ATL et les CRC pour l’élaboration des PCD, l’évaluation positive des ATL et des CRC qui font plus part de maires, et la mise sur pied d’un pool interministériel pour l’appui aux communes à l’élaboration des PCD, sont juste quelques preuves de cet approchement.

**Composante 4**

**Résultats**

**Plans stratégiques et plans d’aménagement et d’urbanisme :**

Le déroulement des activités de la composante 4 a été très affecté par les changements survenus à la tête du MPCE ainsi que par le départ de l’urbaniste affecté à la cellule technique qui n’a pu être remplacé qu’en juillet. Les travaux prévus ont cependant pu être réalisés.

La tenue, plusieurs fois différée, des ateliers de restitution des esquisses de plans d’urbanisme aux mairies s’est déroulée au cours du mois de décembre. Ces ateliers se sont tenus dans 12 des 17 mairies concernées, des circonstances au niveau local ayant empêché les présentations à Cayes-Jacmel, Petit-Goâve, Léogane et aux Cayes. La présentation des esquisses de plans d’urbanisme a été effectuée sur invitation des maires par les techniciens des mairies, appuyés de membres du Programme d’Investissement Nord/Nord-Est (PINNE) dans le Nord et des Agences techniques Locales (ATL) à St-Marc et Jacmel. Les directions départementales du MPCE ont servi de relai à l’Unité d’Aménagement du Territoire dans la préparation de ces activités.

130 exemplaires d’esquisses de plans d’urbanisme ont été imprimés, à raison de 10 exemplaires par ville, et ont été transmis aux mairies ainsi que 255 cartes, soit en moyenne entre 18 et 21 cartes par ville. L’UAT et les Directions Départementales Nord, Artibonite, Ouest et Sud-Est du MPCE sont également dépositaires de ces documents.

La version finale de l’étude sur les principes réglementaires et les outils opérationnels définis dans la législation haïtienne sur la planification et la gestion du développement urbain a été soumise au MPCE pour validation Une étude sur le cadre de la planification décentralisée a aussi été soumise.

L‘impression de la version finale du rapport de synthèse de l’ensemble des études de microzonage sismique réalisées pour l’agglomération de Port-au-Prince est en cours et un atelier de présentation est en préparation.

**Renforcement des capacités du MPCE :**

La Cellule Technique de la Direction Générale du MPCE a poursuivi ses activités d’appui à l‘Unité d’Aménagement du Territoire. La cellule a appuyé le suivi des études réalisées par des consultants externes ainsi que la préparation des ateliers de restitution des esquisses de plans d’urbanisme dans les départements de l’Artibonite, du Nord et du Sud du pays.

Le rôle du MPCE dans l’appropriation du processus de reconstruction et de coordination des initiatives de planification a été renforcé à travers l’UAT qui, en plus d’assurer de plus en plus la représentation du ministère dans les réunions et activités concernant les domaines de l’aménagement du territoire et du développement urbain, a pris en charge l’organisation des ateliers de restitution des esquisses de plans d’urbanisme de même que la supervision et le suivi des études.

Divers matériels et équipements informatiques (7 tablettes, logiciels, matériel et fournitures, 1 imprimante) ont été remis à l’UAT en vue d’améliorer ses capacités techniques

**Produits**

* Rapport final de synthèse des études de microzonage de l’agglomération de Port-au-Prince ;
* Capacités de l’Unité d’Aménagement du Territoire du Ministère de la Planification renforcées.
* Etude sur le cadre de la planification décentralisée
* Etude sur les principes réglementaires et les outils opérationnels définis dans la législation haïtienne sur le développement urbain
* 130 exemplaires d’esquisses de plans d’urbanisme et 255 cartes.

**Retards, défis, leçons apprises et meilleures pratiques**

* Le retard dans la distribution des documents de planification prévus dans le Programme a entravé leur articulation avec les activités des composantes 2 et 3.
* La poursuite de la mise en œuvre du processus participatif ne sera cependant que difficilement assurée sans un effort important de mobilisation de ressources.
* Le manque d’implication de la mairie des Cayes et les conditions de sécurité au niveau de l’axe des Palmes et de Jacmel ont empêché le déroulement des ateliers de restitution dans les villes concernées.
* Les processus de planification participative doivent être accompagnés de la mise à disposition de ressources pour la mise en œuvre de certaines des actions jugées prioritaires.
* Le renforcement des capacités, tant du MPCE que des collectivités territoriales est indispensable à la poursuite des initiatives de planification participative.

**Évaluation qualitative**

A quatre mois de la finalisation du Programme, la plus part des produits prévus, ces outils d’aide à la décision, ont été réalisés et leur opérationnalisation et articulation est bien entamé afin de permettre l’atteinte de ses résultats et objectifs. Si bien, ils n’ont pas été en mesure de répondre entièrement et à temps aux besoins de la reconstruction, qui d’ailleurs a été dépourvue d’une véritable coordination, le Programme a su s’adapter à la transition vers une phase progressivement plus orientée vers le développement et recentrer ses appuis vers le renforcement de capacités de gestion urbaine et territoriale, finalement les véritables questions structurales derrière ses objectifs. Le Programme a réussi à garder la cohérence de ses propositions dans ce nouveau contexte et à explorer les dispositions à prendre pour assurer une gestion effective des territoires au point de rendre pertinent la continuation de ses activités et son élargissement à d’autres zones du pays.

Ceci dit, le Programme a encore besoin d’assurer la totale opérationnalisation de ses produits et la pérennisation des mécanismes crées par leur encrage institutionnel et la continuité de leur financement. Les actions de communication pour faire connaitre les produits du Programme mais aussi l’ensemble des dispositifs d’articulation interinstitutionnelle développés doivent aussi être renforcés.

Le SILQ a encore besoin d’atteindre une masse et une diversité d’informations suffisante pour devenir l’outil de gestion d’information incontournable dans l’aménagement urbain au même temps que d’assurer que le format dont on présent ces données répondent exactement aux exigences des opérateurs. Les ATL et les CRC, pour sa part, ont besoin d’être pérennisés au sein des communes si l’on veut que les acquis en termes de renforcement de capacités de communes ne disparaissent avec la fin du Programme. Finalement, l´ensemble de dispositifs créés au niveau interinstitutionnel doivent également être consolidés et pérennisés.

**ii) Évaluation axée sur les Indicateurs de Performance:**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Indicateurs atteints**  | **Raisons d’éventuel(s) écart(s)** | **Source de vérification** |
| **Résultat 1[[2]](#footnote-2) :** Pour fournir des données sur les bâtiments et ménages (population), le statut foncier des logements ainsi que les services sociaux de base et l’emplacement des infrastructures communautaires comme un moyen de faciliter les efforts concernant les logements et la reconstruction. |
| **Produit 1.1 :** Cartographie et inventaire des bâtiments mis à jour, y compris les données sur les services de base, dans les zones affectées rendus disponibles.**Indicateur 1.1.1 :** Outils de cartographie et d’inventaire de bâtiments et méthodologie améliorés et mis à jour. **Indicateur de référence:** Méthodologie de base pour la collecte de données a été utilisée dans le recensement de 2013.**Indicateur cible:** Méthodologies finalisée et utilisée pour la collecte de données**Indicateur 1.1.2 :** Personnel de l’IHSI formé pour effectuer la collecte de données conformément à la méthodologie**Indicateur de référence:** Présentement, le personnel de l’IHSI n’a pas la capacité d’effectuer la collecte de données selon la méthodologie mise à jour. **Indicateur cible:** 81 staffs formés sur la méthodologie finalisée.**Indicateur 1.1.3 :** Les produits tels les cartes et rapports sur l’inventaire des bâtiments et la cartographie sont disponibles pour les acteurs de la reconstruction.**Indicateur de référence :** En ce moment, ces données ne sont pas disponibles pour les zones couvertes par ce projet.**Indicateur cible:** Cartes détaillées et rapports sur 3300 SDE disponibles.  | Les outils de cartographie et la méthodologie ont été complétés durant le premier trimestre de l’année 2012. A partir du mois de Septembre 2013, de nouvelles technologies ont été utilisées pour accomplir le travail de terrain : des PDAs ont été utilisés par l’IHSI et des imageries du drone UAV (Unmanned Aerial Vehicle) par l’OIMPrésentement le travail a été complété dans 2,505 SDE. | Selon l’environnement et la situation de la zone ciblée, de légères modifications doivent être appliquées pour assurer une collecte de données efficace.Lacunes dans la maitrise des nouvelles technologies. | Document méthodologique de cartographie et d’inventaires de bâtiments.Cahiers d’inventaire de bâtiments.Cartes et rapports produits. |
|  |
| **Produit 1.2** : Information sur la population (recensement) dans des zones sélectionnées sont recueillies et rendus disponibles.**Indicateur 1.2.1 :** Outils et méthodologie du recensement améliorés et mis à jour.**Indicateur de référence:** La méthodologie basique du recensement a été développée pour le recensement national de 2013. La méthodologie n’est pas à jour et devra être mise à niveau.**Indicateur cible:** La méthodologie mise à jour finalisée et utilisée pour recueillir des données.**Indicateur 1.2.2 :** Personnel de l’IHSI formé pour effectuer la collecte de données conformément à la méthodologie**Indicateur de référence:** Présentement le staff de l’IHSI n’a pas la capacité d’effectuer la collecte de données conformément à la méthodologie mise à jour. **Indicateur cible:** 170 staffs formés sur la méthodologie finalisée**Indicateur 1.2.3 :** Les produits tels que les cartes et les rapports sur les données du recensement sont disponibles pour les acteurs de la reconstruction.**Indicateur de référence:** Présentement, ces données ne sont pas disponibles pour les zones couvertes par ce projet.**Indicateur cible:** Cartes et rapports détaillés pour environ 1800 SDE disponibles. | Une méthodologie mise à jour a été rédigée et a été complétée en Juin 2012. Une réduction du nombre de SDE ciblées (de 1,800 à 1,000) a été proposée de façon à faire face aux difficultés rencontrées.A partir de cette période, 587 SDE ont été complétées. | L’OIM et l’IHSI ont proposé de revoir le nombre initial de 1,800 SDEs visées par le projet, à la baisse et ont suggéré, de ramener les objectifs à 1,000 SDEs. Cette révision a été adressée lors de la dernière rencontre du Comité National de Pilotage en Novembre 2013 et a été approuvée. | Document de la méthodologie du recensementCahier de formulaires de recensement.Cartes et rapports produits |
| **Produit 1.3** : Base de données pour la cartographie, inventaire des bâtiments et données du recensement développée et logée à l’IHSI**Indicateur 1.3.1 :** Base de données établie pour stocker les informations et faciliter l’analyse de toutes les données recueillies durant le projet. **Indicateur de référence:** Les bases de données existantes (qui sont dépassées et devraient être mises à jour) est disponible à l’IHSI et est utilisée comme un point de départ pour le développement de cette nouvelle base de données.**Indicateur cible:** Base de données nouvelle et améliorée, développée and logée à l’IHSI pour remplacer la version dépassée. | La base de données pour l’inventaire des bâtiments et les informations géo-spatiales a été établie et transféré dans les locaux de l’IHSI en Mars 2012.  | L’analyse finale des données demeure non réalisée, en attente du réengagement du consultant du FNUAP pour finalisation du rapport d’analyse final. |  |
| **Produit 1.4** : L’établissement de l’IHSI rénové pour assurer la mise en œuvre efficace et durable des données et équipements et aussi améliorer la capacité de l’institut à effectuer d’autres activités.**Indicateur 1.4.1 :** Bâtiment de l’IHSI réparé et rénové.**Indicateur de référence :** Il fallait que le bâtiment et les circuits électriques (i.e. le câblage électrique, connections de réseaux) de l’IHSI soit réparés/remplacés**Indicateur cible:** Le bâtiment et les installations de l’IHSI rénovés**Indicateur 1.4.2 :** Equipement fournis pour faciliter la mise en œuvre et le transfert durable à l’IHSI.**Indicateur de référence :** Il manque présentement au bâtiment de l’IHSI les équipements de bases tel que les ordinateurs et véhicules pour effectuer les activités de recensement et de cartographie.**Indicateur cible:** Des équipements identifiées conjointement avec l’IHSI, ont été acquis et donnés l’institut pour renforcer leur capacité à effectuer leurs activités quotidiennes concernant le projet et aussi pour venir en support au prochain recensement national. | Les réparations du bâtiment de l’IHSI ont été complétées depuis Mars 2012. Le bâtiment de l’IHSI est présentement fonctionnel et abritent les employés du projet et les bases de données. A partir de Décembre 2012, 100% des équipements nécessaires au projet ont été acquis. Durant le mois d’Octobre 2013, 10%[[3]](#footnote-3) des équipements restants ont été livrés à l’IHSI. |  |  |
| **Produit 1.5** : Données disponibles et facilement intégrables dans la base de données SILQ[[4]](#footnote-4) pour partager avec les acteurs de la reconstruction.**Indicateur 1.5.1 :** Le format et le type de données recueillies complémentent ceux qui ont été planifiés pour la base de données du SILQ.**Indicateur de référence:** La base de données SILQ est en train d’être établie par le CNIGS et ONU-Habitat.**Indicateur cible:** La base de données et les données recueillies peuvent être facilement intégrées dans la base de données du SILQ. La présence du consultant du CNIGS travaillant au sein de l’IHSI aidera à la finalisation du protocole de partage des données nécessaires entre le CNIGS. et l’IHSI. | Durant le mois d’Octobre 2013, les équipes techniques OIM et IHSI ont travaillé de concert pour finaliser l’harmonisation des bases de données cartographie et inventaires des bâtiments.La base de données en CSPro établie à l’IHSI durant la période de Juin 2012, a été convertie en SQL pour assurer une meilleure harmonisation avec les bases de données cartographiques de l’IHSI. Les deux bases de données (cartographiques et dénombrement des ménages) ont été transférées au CNIGS pour être insérées sur la Plate-Forme du système intégré des données devant être utilisé par les différents partenaires du projet. |  |  |
| **R**é**sultat 2** Un système d'information géographique sur le logement et les quartiers en Haïti est développé et opérationnel. Il sert d’outil d’information et d’aide à la décision pour le programme de reconstruction et pour la définition, la mise en œuvre et le suivi de programmes de développement urbains. |
| **Produit 2.1 :** Un réseau d’utilisateurs et de producteurs de données géographiques est mis en place.**Indicateur 2.1.1 :** L’information circule entre les producteurs et les utilisateurs d’information.**Indicateur de référence:** L’information est collectée en fonction des besoins spécifiques de chaque agence et n’est pas partagée.**Indicateur cible:** Toutes les agences produisant de l’information contribuent à alimenter le SILQ. Les agences ayant des besoins d’information connaissent les possibilités offertes par le SILQ  | Utilisateurs du réseau sont identifiés et sensibilisés à l’usage de la plateforme à travers des séances de formation/information.La Cellule de programmation, suivi, évaluation et apprentissage de L’UCLBP a reçu de la part de la composante 2 plusieurs séances de formation/information sur l’usage de la plateforme. Elle comprend désormais pleinement son rôle d’interface entre le réseau des utilisateurs et l’administration et la maintenance technique de la plateforme assurée par le CNIGS.D’autres actions de sensibilisation ont été effectuées à l’égard d’ONGs qui se sont inscrites sur la plateforme et ont commencé à recevoir des données. On peut citer parmi ces ONGs, Goal, la Croix-Rouge Américaine, Habitat for Humanity, CHF, les ATLs et CRCs. |  | Base de données des utilisateurs et des producteurs de données du SILQ a été constituée. La plateforme SILQ dispose d’un outil de demande d’enregistrement des utilisateurs en ligne qui détaille les besoins de ces utilisateurs Manuel des procédures de partage |
| **Produit 2.2 :** Les besoins et exigences sont identifiés.**Indicateur 2.2.1 :** Le système répond aux exigences et aux besoins.**Indicateur de référence:** Les besoins en produits d’information pour la reconstruction ne sont pas définis. **Indicateur cible:** L’équipe de conception et de développement est mise en place. Les fonctionnalités de la base de données sont bien identifiées. Le choix de l’architecture du système est arrêté.  | Les besoins en termes de données à collecter et des fonctionnalités de la plateforme sont connus.La base de données du SILQ a été conçue conformément au cahier des charges. | Les besoins d’information concernant la conception du système d’information communal (SIC), comme extension du SILQ, ont été identifiés au cours de l’année. La collecte des données de sa phase pilote a la mairie de Pétion-Ville s’est effectuée en décembre. Les données sont toujours en traitement. | Cahier des charges fonctionnelles du système.Document complet du design et schéma physique de la base de données.Cahier des charges fonctionnelles du SIC validé par la Mairie de Pétion-Ville et le Ministère de l’Intérieur et de Collectivités Territoriales. |
| **Produit 2.3 :** La plateforme SILQ est conçue et opérationnelle.**Indicateur 2.3.1 :** L’information est collectée, traitée et utilisée. **Indicateur de référence:** Il n’existe pas de système permettant une interface des bases de données et de générer des produits d’information sur la reconstruction. **Indicateur cible:** Le système a été conçu, développé, testé, validé et mis en ligne.  | Le système a été entièrement conçu, développé, testé et mis en ligne sur le site web du SILQ intégrant les résultats de toutes les composantes est également donnant accès au géoportail. Les données de la composante 1 sur les bâtis collectées par l’IHSI et l’OIM et leur mise à jour par le CNIGS sont accessibles à travers le geoportail et les fiches quartiers.La couche géométrique de délimitation de l’ensemble des quartiers des 10 communes est achevée.La couche des risques fournie par le MTPTC couvrant la région métropolitaine a été aussi intégrée.L’acquisition de GPS, tablettes et drone a été effectuée. | Livraison et formation sur le drone prévu au mois de mars par le fournisseur | Plateforme accessible à l’adresse <http://silqhaiti.com> ou a partir du site du CNIGS a l’adresse [www.cnigs.ht](http://www.cnigs.ht)Couche géométrique des quartiers des 10 communes du SILQ et leurs attributs.Couche géométrique sur les bâtis et les infrastructures et leurs attributsCouches des risques |
| **Produit 2.4 :** Les capacités des usagers sont renforcées.**Indicateur 2.4.1 :** Les usagers utilisent régulièrement et systématiquement l’information produite par le système.**Indicateur de référence:** Les usagers potentiels ne connaissent pas le système et ses fonctionnalités.**Indicateur cible:** Le système est facilement utilisable par les partenaires et les fonctionnalités de mise à jour de la plateforme sont opérationnelles.  | Deux types d’usagers sont considérés pour le renforcement de leurs capacités: Les administrateurs techniques et programmeurs du CNIGS qui ont suivi une formation avancée au Canada en administration système et en techniques avancées de programmation en javascript Les usagers de la plateforme, qui ont été formés sur l’usage de la plateforme. Les ATL, et CRC des 10 communes ont reçu également une formation en technique de collecte de données avec le GPS et sur l’usage du questionnaire d’enquête utilisé par le SILQ. |  | Rapport de formation global de la composante 2Proces-verbal de formation à l’ egard des ATL Proces-Verbal de formation à l’égard des CRC  |
| **R**é**sultat 3.** Le MICT est doté de moyens humains, techniques et financiers pour assurer un appui aux communes ; les capacités des communes sont renforcées pour superviser, coordonner, opérationnaliser, communiquer et assurer le contrôle qualité et le suivi des programmes de reconstruction dans leurs territoires respectifs ; des lieux de formation et d’information sont créés au sein des communautés ; les communautés reçoivent un appui pour les projets de retour, reconstruction et relogement. |
| **Produit 3.1 :** Le MICT dispose des capacités renforcées de suivi, évaluation et communication sur ses activités.**Indicateur 3.1.1 :** Cellule de suivi, d’évaluation et de communication en place et fonctionnelle. **Indicateur de référence:** Direction d’Etudes, de Planification et de Suivi en place avec des moyens limités**Indicateur cible:** Observatoire de la décentralisation opérationnel**Indicateur 3.1.2 :** Capacités renforcées via du personnel compétent, des équipements et un espace de travail. **Indicateur de référence:** Direction d’Etudes, de Planification et de Suivi en place avec des moyens limités.**Indicateur cible:** Nombre de cadres recrutés pour le service de communication et de suivi-évaluation (3) et formés**Indicateur 3.1.3 :** Mécanisme de coordination et d’appui aux collectivités territoriales en place et fonctionnel**Indicateur de référence:** Mécanisme inexistant**Indicateur cible:** Mécanisme d’appui au montage, à l’opérationnalisation et au suivi des ATL et CRC | Placement de la Cellule de Suivi-Evaluation et Communication sous la supervision administrative de la Direction Générale et la supervision technique de la Direction des Collectivités Territoriales et collaboration appui possible aux autres directions du MICT. Une ébauche améliorée du document de cadrage des rôles et responsabilités de l’Observatoire de la décentralisation soumis à la Direction des Collectivités Territoriales pour approbation3 cadres composant la CSEC en fonction depuis la fin 2012. Le staff de la Cellule est compose d’un évaluateur des politiques publiques, un spécialiste Géomaticien et d’un spécialiste en communication.La Cellule de suivi, évaluation et communication en place et fonctionnement et travail en pleine collaboration avec la Direction des Collectivité Territoriale, la Direction de la Planification, la Direction de la Protection Civile et autres. |  | Procès-Verbal de recrutement Effectifs des RH de la CSECRapports semestriels d’activités de la CSEC et les rapports mensuels de la composante 3.Produits (cartes géographiques) réalisés pour chaque direction.Ebauche des TdR de l’Observatoire soumise à la Direction des Collectivités Territoriales.Proposition de la mise en place d’un service de Statistiques au sein du MICT.  |
| **Produit 3.2 :** Les collectivités, à travers les ATL, disposent d’un personnel formé pour appuyer techniquement la coordination de la reconstruction et faciliter les démarches de montage de projets techniques.**Indicateur 3.2.1 :** Opérationnalisation des ATL**Indicateur de référence:** Capacités limitées des communes en matière d’ingénierie **Indicateur cible:** Formation de 30 ingénieurs municipaux**Indicateur 3.2.2 :** Opérationnalisation des ATL et développement des capacités en gestion urbaine**Indicateur de référence:** Les métiers de la ville sont peu représentés au niveau des collectivités territoriales**Indicateur cible:** Formation sur le tas du personnel technique des ATL (60) | Non réalisé, existence d’un lot d’ingénieurs municipaux formé par le MICT. Les nouveaux ingénieurs devant être formés n’ont pas été budgétisés sur le MICT. L’activité de formation a été réorientée vers les ATL. Un partenariat sera développé avec le MTPTC pour arrimer leurs ingénieurs territoriaux aux ATL et CRC.Un programme de formation élaboré en collaboration avec la Sous -Direction de formation du MICT.11 sessions de formation au totale organisées partant de la session générale sur la gouvernance locale et le fonctionnement des communes a des thématiques spécifiques par profil organisées pour les cadres des ATL et CRC.Une dernière session de formation sur la collecte de données et la cartographie de base réalisée en faveur des ATL et CRC. | Réorientation de l’utilisation de fonds initialement alloués à la formation des ingénieurs municipaux à la formation du personnel des ATL en accord avec le MICT.  | Programme de formationCursus et différents rapports des formations |
| **Produit 3.3 :** Les territoires disposent d’agences techniques locales à l’échelle intercommunale ou communale et de centres de ressources communautaires au niveau des quartiers pour faciliter la planification, la coordination et l’information sur la reconstruction, le retour et le développement local.**Indicateur 3.3.1 :** Les services techniques municipaux sont renforcés ; l’information des populations est effective. **Indicateur de référence:** Capacités limitées des communes en matière de coordination de la reconstruction et du développement local**Indicateur cible:** 60 personnels recrutés pour les ATL ; 36 personnels recrutés pour les CRC**Indicateur 3.3.2 :** Plateformes de coordination opérationnelles ; mécanismes de dialogue entre les collectivités territoriales et les populations opérationnels**Indicateur de référence:** Plateformes de coordination sur la reconstruction à l’échelle communale existante dans 6 communes**Indicateur cible:** Mécanismes de coordination à l’échelle communale et d’échange d’information établis entre les ATL et les CRC en vue d’enrichir et d’assurer la cohérence avec la coordination des activités de reconstruction au niveau des quartiers | 10 Agences Techniques Locales opérationnelles60 cadres ATL en fonction depuis fin aout 20133eme transferts de fonds réalisé et du matériel informatique et des véhicules à l’usage des ATL11 CRC installés dans les communes38 cadres recrutés pour les 11CRC 11 plateformes communales formées, validées et fonctionnelles Mécanisme d’échange d’information, établit entre les CRC-ATL-CSEC et stratégie de communication existant entre les ATL-CRC et les communautés.  |  | PV de recrutement du personnel Représentation cartographique des implantations territoriales des ATL et CRC et leur bilan d’activitéOrganigrammes des ATL et CRC Rapport d’activité trimestriel des ATL et CRCRapports des réunions des plateformes d’information et de coordination Niveau de fréquentation des CRC et de satisfaction des populationsRapport d’activités  |
| **R**é**sultat 4 :** Les capacités du MPCE sont renforcées pour orienter, diriger et coordonner la préparation des plans stratégiques de développement régional et urbain et les stratégies de reconstruction y relatives ; les capacités des communes sont renforcées pour contribuer à la planification stratégique de leurs territoires respectifs, mobiliser et coordonner les acteurs locaux pour l'exécution de projets urbains stratégiques et mieux assurer la gestion du cadre bâti urbain. |
| **Produit 4.1 :** Les territoires sinistrés par le séisme et les pôles de développement secondaires disposent de plans stratégiques et de plans d’aménagement et d’urbanisme, cohérents avec le développement durable incluant la gestion des risques sismiques, et formulés avec la participation des acteurs concernés.**Indicateur 4.1.1 :** Plateformes de concertation inter-partenaires et mécanismes de validation opérationnels**Indicateur de référence:** Mécanismes de concertation inexistants**Indicateur cible:** Conduite du processus à Port-au-Prince et les régions **Indicateur 4.1.2 :** % de la population vivant dans des zones disposant de cartes de risques sismiques**Indicateur de référence:** Pas de cartes de risques sismiques**Indicateur cible:** 40% de la population | 100%. Processus participatif conduit au niveau régional à Port-au-Prince et dans 4 autres zonesLa version finale du rapport de synthèse de l’ensemble des études de microzonage sismique de l’agglomération de Port-au-Prince (plus du tiers de la population du pays) a été validée par le Ministère des Travaux Publics et est en cours de publication. Un atelier de présentation est aussi en cours de préparation | Lenteurs administrativesChangement de gouvernement | RapportsComptes-rendusPublication du Rapport final |
| **Produit 4.2 :** Le MPCE dispose de capacités renforcées de conception / élaboration, coordination et de suivi de la planification et de la mise en œuvre des plans et projets en privilégiant une démarche de planification stratégique.**Indicateur 4.2.1 :** Opérationnalisation de la cellule technique sur la planification stratégique**Indicateur de référence:** Direction Générale avec des moyens limités pour superviser les études d’aménagement du territoire et d’urbanisme et mettre en place et animer des plateformes de concertation inter-partenaires**Indicateur cible:** Cellule technique opérationnelle | 100% |  | Rapport du projet sur les activités et les intervenants Finalisation des étudesRapports de projet, publications |
| **Produit 4.3 :** Les communes sinistrées et les pôles de développement disposent de capacités pour participer à la planification régionale, préparer les plans communaux, coordonner les projets d’aménagement sur leur territoire et coordonner les plans communautaires de quartier ainsi que la mise en œuvre de plans et projets, la mise en application de la réglementation sur l’urbanisme et l’utilisation d’outils de gestion du développement urbain. D’autre part, le MTPTC dispose de capacités renforcées en matière d’urbanisme. **Indicateur 4.3.1 :** # de nouveaux outils de planification développés**Indicateur de référence:** Absence ou inadéquation d’outils opérationnels**Indicateur cible:** Développement d’outils adaptés aux différentes réalités urbaines et aux capacités de mise en œuvre | Une étude sur le cadre de la planification décentralisée ainsi qu’une étude sur les principes réglementaires et les outils opérationnels définis dans la législation haïtienne sur le développement urbain ont été réalisées. |  | Rapports, publications |

**iii) Une illustration narrative spécifique (Optionnel)**

**III. Autres bilans ou évaluations**

Tel que prévu dans les mécanismes de suivi et d’évaluation, un dispositif d’évaluation a été mise en place dans le but de réaliser une évaluation itérative et finale du Programme dans son ensemble. Cette évaluation annuelle et indépendante a pour objectif mesurer son impact, analyser sa pertinence et cohérence ainsi que sa mise en œuvre composante par composante, et enfin de formuler des recommandations pour l’évolution de sa mise en œuvre.

Au total trois sessions d’évaluation du programme ont été réalisées, la dernière datée de décembre 2014. Pendant leur mission de deux semaines, les évaluateurs ont interviewé les partenaires fondamentaux du programme, rendu visite à un échantillon des communes participantes, organisé un ‘focus group’ de bénéficiaires et rencontré les principales institutions el quelque operateurs impliqués dans le processus de reconstruction et la gestion et l’aménagement urbain et territorial. Les objectifs de l’évaluation étant fondamentalement l’analyse de la performance, de la pertinence des adaptations faites, des conditions de pérennisation institutionnelle des résultats et de la pertinence et réplicabilité du mécanisme du programme.

Cette visite d’évaluation a donné lieu à l’écriture d’un rapport qui sera partagé avec les partenaires du Programme pendant le premier trimestre de 2015.

Les recommandations de la deuxième phase d’évaluation, réalisée pendant le dernier trimestre de 2013, ont été étudiées et prises en compte pour leur incorporation aux interventions lors des réunions des comités de coordination des composantes et ultérieurement du comité national de pilotage tenues pendant 2014.

**IV. Révisions programmatiques (le cas échéant)**

Une demande d’extension de la durée du Programme de neuf mois a été a été soumisse et approuvée par le Comité de Pilotage du FRH pour trois composantes, la composante 1 ayant pris fin le 31 décembre 2013. Cette demande d’extension a été accompagné une demande de réallocation des fonds pour de budgets alloués a ONU-Habitat et le PNUD qui ne dépassait pas le 20% du total de leur allocations.

La nouvelle date de finalisation du Programme est alors le 30 avril 2015.

D’autre part le Comité National de Pilotage du Programme a approuvé la proposition de révision de certains indicateurs du cadre logiques qui n’affecte pas à la portée de ses objectifs ni de ses résultats.

**V. Ressources (Optionnel)**

**Composante 1**

**Composante 2**

**Composante 3**

**Composante 4**

Le PNUD a alloué à l’exécution du programme des ressources supplémentaires totalisant 280,000 USD pour l’année 2014

**Glossaire**

AFD Agence Française de Développement

ATL Agence Technique Locale

CIAT Conseil Interministériel d’Aménagement du Territoire

CNIGS Centre National d’Information Géospatial

CRC Centre de Ressources Communautaires

CSEC Cellule de Suivi, Evaluation et Communication

DATIP Direction Administrative et Technique de l’Intercommunalité des Palmes

DCT Direction des Collectivités Territoriales du MICT

FNUAP Fond de Nations Unies pour la Population

IHSI Institut Haïtien des Statistiques et l’Informatique

MICT Ministère de l’Intérieur et des Collectivités Territoriales

MPCE Ministère de la Planification et la Coopération Externe

MTPTC Ministère de Travaux Publics, Transports et Communications

OIM Organisation Internationale des Migrations

OMRH Office de Management et des Ressources Humaines

PARLQ Programme d’Appui à la Reconstruction du Logement et des Quartiers

PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

SDE Section d’Énumération

SIG Système d’Information Géographique

SILQ Système d’Information du Logement et des Quartiers

UAT Unité d’Aménagement du Territoire du MPCE

UCLBP Unité de Construction des Logements et des Bâtiments Publics

1. Le terme “programme” est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints. [↑](#footnote-ref-1)
2. Note: Les résultats, les produits, les indicateurs et les cibles devront être présentés **tels qu’ils apparaissent sur le document du projet** de sorte que vous rendrez compte de vos accomplissements par rapport aux objectifs prévus. Veuillez ajouter des lignes si nécessaires pour les résultats 2, 3, etc. [↑](#footnote-ref-2)
3. Les 10% d’équipements restants étaient utilisés par l’OIM pour effectuer les activités du projet qui lui étaient spécifiques. [↑](#footnote-ref-3)
4. La base de données SSIS a été renommée base de données SILQ (Système d’Information du Logement et des Quartiers). Le développement de la base de données est effectué dans la composante du Programme d’appui à la reconstruction du logement et des quartiers ». Donc l’objectif de la composante 1 est d’assurer que les données recueillies sont complémentaires et peuvent être facilement intégrées dans la base de données SILQ pour faciliter le partage des données avec les partenaires de la reconstruction. [↑](#footnote-ref-4)